

COTON

DISPOSITIONS ORGANIQUES

18 JUIN 1947 — DÉCRET.

Culture, industrie et commerce du coton.

(B.A., 1947, p. 1868).

Rendu exécutoire au Rwanda par O.R.U. n° 51/81 du 18 juin 1949 (B.O.R.U., 1949, p. 457).

Modifié par Décret du 26 juin 1959 (B.O., 1959, p. 1471), rendu exécutoire au Rwanda par O.R.U. n° 551/222 du 9 novembre 1959 (B.O.R.U., 1959, p. 1019); O.L.R.U., n° 55/11/366 du 4 décembre 1961 (B.O.R.U., 1961, p. 1855) reconduite par O.L.R.U. n° 111/35 du 1^{er} mars 1962 (B.O.R.U., 1962, p. 173) et O.L.R.U. n° R/111/97 du 4 juin 1962 (B.O.R.U., 1962, p. 480).

SECTION PREMIERE.

Protection des cultures de coton contre des épiphyties.

1. — Le gouverneur de province peut interdire pour des raisons sanitaires de semer des graines de cotonniers autres que celles qu'il autorise.

2. — L'introduction de graines de cotonniers en vue de la culture dans le territoire d'une province est interdite sauf autorisation préalable du gouverneur général. Cette interdiction ne s'applique pas aux stations expérimentales de la Colonie, ni à l'Institut national pour l'étude agronomique du Congo belge.

— L'INEAC a été remplacé par l'ISAR.

3. — Tout non-indigène qui cultive ou fait cultiver du coton doit déclarer à l'administrateur du territoire du lieu où se trouve la culture, dans les 30 jours qui suivent le semis, l'emplacement et la superficie de celle-ci.

4. — Quiconque cultive ou fait cultiver du coton, est tenu, dans les délais fixés par le gouverneur de province, ou les autorités que celui-ci délègue :

a) d'arracher, détruire ou faire détruire par le feu sur les terrains occupés par lui et sur les terres vacantes à moins de 400 mètres de ces terrains, toutes plantes de coton sauvage ou spontanées ou provenant de cultures précédentes.

b) de ramasser et de brûler ou de faire ramasser et brûler en tout temps les capsules de coton gisant sur ces terrains.

5. — Quiconque cultive ou fait cultiver du coton est tenu de détruire ou faire détruire sur ces terrains les cotonniers, capsules et débris de cotonniers atteints de maladies ou attaques par des insectes déterminés par le gouverneur de province; cette destruction doit être exécutée dans les conditions prévues par le chef du Service provincial de l'agriculture [et de la colonisation].

6. — Le gouverneur de province peut, par décision attachée aux chefs lieux des communes intéressées, porter à la connaissance des indi-

gènes par la voie des autorités territoriales et insérée au *Bulletin administratif du Congo belge*, interdire la culture du coton dans une région déterminée pendant une ou plusieurs saisons cotonnières, dans le but de pallier les inconvénients d'une épiphytie.

7. — Le gouverneur de province peut également, par mesure phytosanitaire, ordonner la destruction de plantations saines de cotonniers dans une région ouverte à la culture cotonnière.

8. — L'administrateur territorial, sur proposition du chef du Service de l'agriculture [et de la colonisation] ou de son délégué, peut ordonner, par mesure phytosanitaire, la destruction immédiate par des moyens qu'il détermine, de graines de cotonniers ou de coton non égrené atteints de maladie ou attaqués par des insectes qu'il n'est pas possible de combattre efficacement par un autre moyen.

9. — Le gouverneur de province détermine le montant de l'indemnité compensatoire à payer dans le cas des destructions prévues aux deux articles précédents. Celle-ci est supportée par la caisse de réserve cotonnière.

10. — Le personnel du Service territorial, du Service de l'agriculture [et de la colonisation], et toute autre personne déléguée à cet effet par le gouverneur de province, peuvent en tous temps, même de nuit, parcourir et visiter les cultures cotonnières quels qu'en soient les propriétaires, en vue d'en examiner l'état sanitaire.

SECTION 2.

Usine d'égrenage.

11. — Sur réquisition du personnel du Service territorial ou du Service de l'agriculture [et de la colonisation], délégué à cet effet par le gouverneur de province, tout détenteur de coton non égrené est tenu d'en déclarer la quantité et le lieu où il le détient.

Le gouverneur de province fixe la date limite d'égrenage du coton. Passé cette date, le gouverneur de province, sur proposition du chef du Service de l'agriculture [et de la colonisation], peut ordonner la destruction par des moyens qu'il détermine du coton non égrené, lorsqu'il y a danger de propagation de maladies ou d'insectes nuisibles.

Le gouverneur de province fixe les cas où ces destructions donnent lieu au paiement d'une indemnité et en fixe le montant qui sera supporté par la caisse de réserve cotonnière.

12. — Il est interdit d'égrener du coton cultivé par les indigènes ailleurs que dans les usines d'égrenage répondant aux conditions de l'article 13.

13. — Les usines d'égrenage doivent comprendre au moins :

1. une ou plusieurs machines possédant chacune une capacité d'égrenage minimum de 20 sacs;

2. une presse pouvant former des balles d'une densité minimum de 350 kilos au mètre cube;

3. des magasins en matériaux durables, munis de toitures étanches non végétales, de planchers ou pavements en pierre naturelle ou artificielle et ayant une capacité proportionnée à la puissance de l'usine.

Elles doivent également disposer d'une force motrice correspondant à la capacité d'usinage.

L'usinier peut être tenu, à la demande du gouverneur de province, de désinfecter les graines suivant un procédé préalablement approuvé par ce dernier.

Le gouverneur général pourra, en outre, imposer tout matériel, installation ou procédé de traitement du coton justifié par le progrès de l'industrie, le maintien de la qualité du coton ou l'intérêt des producteurs.

14. — Les usines d'égrenage ne peuvent être établies sans l'autorisation du gouverneur général.

Elles ne peuvent être transférées d'un lieu à un autre :

[a] dans une même province, sans l'autorisation du gouverneur de province;

[b] dans une autre province sans l'autorisation du gouverneur général.

Celles existant à la date de l'entrée en vigueur du présent décret seront autorisées à subsister pour une première période de 20 ans.

Dans la suite de nouvelles prorogations de dix ans pourront leur être accordées par le gouverneur général. Elles devront se conformer aux prescriptions de l'article 13 dans un délai maximum de cinq ans au cas où elles ne rempliraient pas les conditions y énoncées.

15. — L'usinier ne pourra procéder à l'égrenage qu'après être en possession d'un permis d'égrenage qui lui sera délivré chaque année par l'administrateur territorial ou le personnel délégué à cet effet par le gouverneur de province, après constatation du fonctionnement normal et du bon état d'entretien des bâtiments et du matériel.

16. — Les demandes d'autorisation d'installation ou de transfert d'usines d'égrenage de coton sont adressées au gouverneur de province. Elles indiquent les appareils à mettre en œuvre ainsi que les quantités approximatives de produits à égrener, fabriquer et emmagasiner.

Elles doivent être accompagnées de deux plans en double expédition, indiquant l'un la disposition des locaux, ateliers, magasins, appareils, etc. L'autre, la situation de l'établissement par rapport aux voies de communication, cours d'eau principaux, forêts et agglomérations situées dans un rayon de 2 kilomètres.

17. — Les demandes d'autorisation d'installation ou de transfert d'usines d'égrenage de coton sont l'objet d'avis au public, insérés au *Bulletin Administratif du Congo belge* et affichés aux chefs lieux [des provinces, des districts et] des communes intéressées.

18. — Après un délai minimum de 15 jours et au plus tard dans les trente jours qui suivent

la publication de la demande. Le [gouverneur général, dans le cas prévu à l'article 14 b, ou le] *gouverneur de province* [dans le cas prévu à l'article 14 a.] accorde ou refuse l'autorisation et porte la décision à la connaissance du public de la même manière que la demande.

La décision du *gouverneur de province* est susceptible de recours auprès du *gouverneur général*. Le recours peut être interjeté par le demandeur, en cas de refus d'autorisation et en cas d'autorisation par tout tiers intéressé qui aura fait parvenir au *gouverneur de province* ses objections à l'octroi de l'autorisation avant que celui-ci n'ait rendu sa décision.

Le droit de recours, reste ouvert pendant 30 jours après la publication de la décision du *gouverneur de province* et le recours doit être porté à la connaissance du public de la même manière que la demande.

Le *gouverneur général* statue en dernier ressort dans les trente jours qui suivent l'expiration du délai de recours.

19. — Les autorisations sont subordonnées aux réserves et conditions qui sont jugées nécessaires à la sûreté, à la salubrité et à la commodité publiques, ainsi qu'au progrès de la culture du coton et à la réputation commerciale de ses produits. Elles fixent le délai dans lequel l'établissement devra être mis en exploitation, et le terme pour lequel elles sont accordées; faute d'indication, le terme est de 20 ans et peut être renouvelé par périodes de 10 ans.

20. — L'*administrateur territorial* ou le personnel délégué à cet effet par le *gouverneur de province*, exerce la surveillance permanente des usines d'égrenage.

21. — Le personnel chargé d'exercer la surveillance des usines d'égrenage, de même que le personnel chargé de la surveillance des établissements dangereux, insalubres et incommodes, ont la libre entrée dans les locaux de l'usine et dans les locaux servant à l'emménagement du coton non égrené, du coton égrené et des graines.

22. — Il constate les infractions aux dispositions légales sur la matière, chacun en ce qui concerne, par des procès-verbaux faisant foi, jusqu'à preuve contraire, dressés autant que possible séance tenante et dont une copie sera envoyée aux contrevenants dans un délai aussi rapproché que les circonstances le permettront. Une autre copie sera remise à l'*administrateur territorial*.

23. — L'usinier est tenu à toute réquisition du personnel chargé d'exercer la surveillance des usines d'égrenage, de permettre l'inspection interne et externe de tous les appareils et la prise d'échantillons ainsi que l'examen des registres d'égrenage, dont le modèle sera établi par le *gouverneur général*.

Voy. Ord. du 16.1.1949, qui suit.

24. — Le *gouverneur de province* fixe les conditions auxquelles sont soumis l'aménagement et l'entretien des locaux affectés au travail et à l'emménagement du coton brut ou égrené, ainsi que les abords de ces locaux, il détermine les mesures à prendre pour la sécurité et l'hygiène du travail.

25. — Tout coton égrené dans une usine d'égrenage sera comprimé avant l'expédition en balles de 250 kgs au maximum, entourées de tissus portant de manière bien apparente la

marque de l'usine ou de son propriétaire ou exploitant et l'indication de la variété de coton qu'elles contiennent.

26. — Les usiniers sont tenus d'assurer l'égrenage et l'emballage de tout coton cultivé et présente par des tiers, moyennant une rémunération dont le maximum est fixé par le *gouverneur général*, sur avis du comité de gérance de la caisse de réserve cotonnière.

27. — Les conditions d'égrenage et d'emballage du coton égrené pour compte de tiers font l'objet d'un règlement approuvé par le *gouverneur de province* et affiché dans les locaux des usines.

SECTION 3.

Des graines de coton.

28. — Sous réserve des dispositions de l'article 30 ci-après, les graines de coton appartiennent, après égrenage, aux propriétaires du coton non égrené.

Le *gouverneur général* fixera par voie d'ordonnance les modalités de valorisation de ces graines.

— Voy. Ord. du 16.1.1949, qui suit.

29. — Le *gouverneur de province* peut ordonner la désinfection dans le délai et de la manière qu'il détermine, des graines de coton destinées aux ensemencements, conservées dans les usines d'égrenage.

30. — Chaque année, le *gouverneur de province* fixe le programme de distribution des graines aux planteurs *indigènes*; il réquisitionne dans les usines d'égrenage les quantités de graines nécessaires aux ensemencements.

[Il peut également réquisitionner les graines nécessaires aux ensemencements de régions cotonnières situées en dehors de son ressort territorial.]

31. — L'usinier est tenu d'emmagasiner gratuitement les graines réquisitionnées dans un local agréé par le *gouverneur de province* ou son délégué.

SECTION 4.

Du commerce et de l'exportation du coton.

32. — Le *gouverneur de province* ou son délégué détermine chaque fois que c'est nécessaire, l'emplacement des centres de rassemblement du coton non égrené produit par les *indigènes* pour leur propre compte; il fixe annuellement les dates de rassemblement et d'une manière générale leur périodicité, ainsi que les modalités de réception du coton non égrené.

33. — Le *gouverneur général* fixe annuellement le montant de l'avance provisionnelle qui sera remise, lors de l'apport de la récolte, aux producteurs *indigènes* sur les recettes à provenir de la vente du coton égrené et des sous-produits.

34. — Le *gouverneur de province* détermine la personne qui effectue le versement de cette avance, dont le montant par kilogramme de coton non égrené est affiché aux centres de rassemblement.

35. (D. du 26.6.1959). — L'*administrateur de territoire* décide de l'affectation du solde qui apparaît après réalisation de la récolte. Ce solde est déterminé par les soins du comité de gérance de la caisse de réserve cotonnière.

36. — La réception aux centres de rassemblement du coton non égrené, produit par les *indigènes* pour leur propre compte, ne pourra être assurée que par les personnes qui auront été autorisées par le *gouverneur de province* ou l'*administrateur territorial* qu'il délègue.

37. — Le coton-fibres appartenant aux *indigènes*, les graines de coton et éventuellement leurs sous-produits, seront en attendant que les sociétés coopératives *indigènes* soient jugées par le *gouverneur général* capables de disposer elles-mêmes de leurs productions, confiées aux soins de l'Administration représentant les intérêts des *indigènes*. Celle-ci traitera avec l'organisme ou les organismes auxquels seront confiés le traitement, le conditionnement ou la vente des produits.

SECTION 5.

De la caisse de réserve cotonnière.

38. — Il est créé une caisse de réserve cotonnière destinée à reprendre l'activité de la caisse de réserve cotonnière organisée par Ordonnance n° 182/Agri. du 12 juin 1943. Elle est destinée à régulariser l'économie de la production cotonnière et à promouvoir le développement économique et social des *circonscriptions indigènes* intéressées dans la production cotonnière.

39. — La caisse de réserve cotonnière est alimentée par les soldes de réalisation des cotons et des sous-produits du coton appartenant aux *indigènes*; elle a son budget propre, indépendant du budget de la Colonie, et une personnalité distincte de celle des membres du comité de gérance.

[40. — La gestion de la caisse de réserve cotonnière est confiée à un comité de gérance dont le siège est à Léopoldville. Le comité de gérance est composé d'un président et de neuf membres nommés par le *gouverneur général*, dont six fonctionnaires de la Colonie, et une personnalité distincte de celle des membres du comité de gérance.]

41. — Le comité de gérance détermine chaque fois que c'est nécessaire, ou à la demande du *gouverneur général*, la valeur du coton et des sous-produits du coton appartenant aux *indigènes* à quelque stade que ce soit, les montants provisionnels ou définitifs à leur remettre, les montants dus par des tiers à un titre quelconque, les montants dus à des tiers pour avances provisionnelles ou pour toute autre intervention autorisée; il étudie toute question relative à l'alimentation de la caisse de réserve cotonnière, tout programme d'utilisation des réserves et, d'une manière générale, toute question dans laquelle est en cause l'intérêt des producteurs *indigènes* de coton ou des *circonscriptions indigènes* auxquelles ils appartiennent; il fait toute proposition concernant l'utilisation des réserves.

42. — Toute proposition du comité de gérance doit être approuvée par le *gouverneur général* pour être valablement exécutée.

43. — Le comité de gérance soumet annuellement à l'approbation du *gouverneur général* le projet du budget et le bilan de la caisse de réserve cotonnière; il lui fait rapport annuellement sur sa gestion.

La caisse de réserve cotonnière reprendra à la date que fixera le *gouverneur général* la situation active et passive de la caisse de réserve cotonnière existant actuellement.

— Cette date a été fixée au 15.12.1948 par Ord. n° 51/25 du 16.1.1949 (*B. A.*, 1949, p. 216).

SECTION 5bis.

De la caisse de réserve cotonnière du Rwanda[-Urundi].

43bis. (*O.L.R.U. du 4.12.1961*). — Il est créé une caisse de réserve cotonnière du Rwanda[-Urundi] destinée à reprendre l'activité de la caisse cotonnière créée par la section 5 du présent décret. Elle a pour objet de régulariser l'économie de la production cotonnière et de promouvoir le développement économique et social des communes intéressées dans la production cotonnière.

43ter. (*O.L.R.U. du 4.12.1961*). — La caisse de réserve cotonnière du Rwanda[-Urundi] est alimentée par les soldes de réalisation des cotons et des sous-produits du coton appartenant aux producteurs; elle a son budget propre indépendant du budget du Rwanda[-Urundi]; elle jouit de la personnalité civile.

En vue des avances provisionnelles ou du financement de la campagne, la caisse peut également être alimentée par des emprunts ainsi que par des avances bancaires: ces emprunts et ces avances pourront être garantis aux dispositions de l'article 37 du présent décret.

Sous réserve d'ajustement lors du partage de l'actif et du passif de la caisse cotonnière dont

question à la section 5 du présent décret, les biens de cette caisse situés aux Rwanda [-Urundi] et les comptes qu'elle y avait ouverts passent dans le patrimoine de la caisse cotonnière du Rwanda[-Urundi].

43quater. (*O.L.R.U. du 4.6.1962*). — La gestion de la caisse de réserve cotonnière du Rwanda[-Urundi] est confiée à un comité de gérance [dont le siège est à Usumbura].

Le comité de gérance est composé :

1) *des Ministres* de l'Agriculture du Rwanda [et du Burundi] ou de *leurs* délégués;

2) *des Ministres* des Affaires économiques [du Burundi et] du Rwanda ou de *leurs* délégués;

3) *des Ministres* des Finances [du Burundi et] du Rwanda ou de *leurs* délégués;

4) d'un représentant des sociétés cotonnières.

La présidence du comité de gérance est exercée [par le *Ministre* de l'Agriculture du Burundi ou de son délégué, la vice-présidence] par le *Ministre* de l'Agriculture du Rwanda ou son délégué.

— Le règlement du Comité de gérance a été établi par O.R.U. n° 5511/376 du 11.12.1961 (*B.O.R.U.* 1961, p. 1865). Nous ne reproduisons pas ce texte qui n'intéresse que les seuls spécialistes.

43quinquies. (*O.L.R.U. du 4.12.1961*). — Chaque fois que nécessaire, le comité de gérance détermine la valeur du coton et des sous-produits du coton appartenant aux producteurs à quelque stade que ce soit, les montants provisionnels ou définitifs à leur remettre, les montants dus par les tiers à un titre quelconque, les montants dus à des tiers pour avances provi-

sionnelles ou pour toute autre intervention autorisée; il étudie toute question relative à l'alimentation de la caisse de réserve cotonnière, tout programme d'utilisation des réserves et d'une manière générale, toute question dans laquelle est en cause l'intérêt des producteurs de coton ou des communes auxquelles ils appartiennent; il fait toutes propositions concernant l'utilisation des réserves.

43sexies. (*O.L.R.U. du 4.12.1961*). — Pour être exécutoire, toute décision du comité de gérance doit être approuvée par le *résident général*.

SECTION 6.

Application du décret.

44. — Le présent décret entrera en application aux époques et dans les territoires déterminés par le *gouverneur général*.

— L'O.R.U. n°51/81 du 18.6.1949 a fixé au 1.1.1949 la date d'entrée en vigueur du D. au Rwanda.

45. — [...]

(*Mesure transitoire devenue sans objet*).

46. — Les infractions au présent décret sont punissables d'une *servitude pénale* d'un mois au maximum et d'une amende de 20.000 francs au maximum ou d'une de ces peines seulement.

— Le nouveau Code pénal (D.L. n°21/77 du 18.8.77) a remplacé la servitude pénale par l'emprisonnement comme peine privative de liberté.

47. — Le *gouverneur général* peut, dans le cadre du présent décret, réglementer par voie d'ordonnance, la culture, l'industrie et le commerce du coton.